Annexe 1 – Le cadre général du dispositif Fonjep

1. Le dispositif Fonjep : un fonctionnement adapté aux relations entre l'État et les associations

1.1. Les subventions versées par l'intermédiaire du Fonjep : un dispositif encadré par la loi

L'article 19 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative à l'engagement éducatif modifiée par la loi du 27 décembre 2008 dispose que le Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (Fonjep) procède pour le compte et à la demande de l'État, des collectivités territoriales et de leurs établissements publics et, selon les modalités qu'ils définissent, au versement de subventions¹ destinées au financement partiel de la rémunération de personnels employés par les associations.

Ainsi, l'attribution des aides est du seul ressort de l'État (central ou déconcentré) pour les crédits qui sont affectés à cet effet au Fonjep.

1.2. L'association Fonjep : un partenaire historique des services de l'État

Depuis 1964, le fonctionnement du Fonjep est cogéré par les associations membres et les représentants des financeurs (ministères, collectivités locales et organismes publics). La présidence de l'association est statutairement assurée par un représentant associatif. Un représentant du directeur chargé de la jeunesse et de l'éducation populaire assure traditionnellement une des deux vice-présidences en veillant à la coordination des représentants de l'administration. Le contrôleur budgétaire et comptable ministériel (CBCM) du programme jeunesse et vie associative exerce le contrôle financier de l'association.

Des conventions pluriannuelles d'objectifs sont signées entre les administrations centrales et le Fonjep pour assurer le financement du dispositif et le versement des subventions. Elles sont respectivement conclues par la direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (Djepva) pour les subventions Jeunesse et éducation populaire (JEP), Guid'Asso, et Cohésion sociale (CS)² et par la Direction générale des collectivités locales (DGCL) pour les subventions Politique de la ville (PV).

Les administrations centrales notifient au Fonjep les dotations JEP, Guid'Asso, CS et PV attribuées aux services de l'État dans les territoires. Ces enveloppes sont limitatives et non fongibles entre elles sauf accord express des administrations centrales.

Le Fonjep assure, en lien direct avec tous les services de l'État, la gestion de ces dotations via son application de gestion (l'Extranet du Fonjep).

2. Les subventions Fonjep : une aide pour développer le soutien aux projets associatifs des associations

2.1. Une subvention pluriannuelle pour la mise en œuvre d'une (ou de plusieurs) action(s) au service du projet associatif

Les subventions versées par l'intermédiaire du Fonjep sont réservées à des structures associatives, régies par la loi du 1^{er} juillet 1901 et par le Code civil local de 1908 pour les associations dont le siège est fixé dans les départements de Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin (excluant toute autre forme juridique). Il n'est pas possible de déroger au principe que seules les associations peuvent bénéficier d'une subvention Fonjep.

L'aide versée par l'intermédiaire du Fonjep se traduit par une subvention attribuée pour une durée de trois ans qui peut être prolongée de trois ans sous conditions jusqu'à deux fois, en vue de permettre de développer et de pérenniser un projet associatif dont la réalisation nécessite l'emploi d'un(e) salarié(e) permanent(e) qualifié(e). Exceptionnellement, cette prolongation peut être réduite par l'administration.

La subvention Fonjep est triennale, l'évaluation et le contrôle d'un poste Fonjep sont donc triennaux. Il n'y a par conséquent pas d'évaluation ni de contrôle annuels.

L'action associative présentée doit être examinée au regard des politiques conduites par les différents ministères et des orientations fixées par chaque ministère. Les subventions versées par l'intermédiaire du Fonjep servent à expérimenter des actions, engager de nouvelles activités et à pérenniser un projet associatif.

1. L'article 59 de la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire définit la subvention.

2. Compte tenu du transfert de la ligne budgétaire des subventions versées par l'intermédiaire du Fonjep du programme 177 Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables sur le programme 163 Jeunesse et vie associative en 2016.

Les subventions Fonjep permettent aux associations locales de piloter leur projet associatif et de mettre en œuvre les actions de l'association qui ont fait l'objet d'un label, agrément ou conventionnement et aux fédérations ou coordinations départementales et régionales d'animer et d'accompagner leur réseau.

Les dotations de subventions Fonjep attribuées aux services déconcentrés sont destinées à couvrir l'ensemble du territoire dans une optique d'équité territoriale, principalement pour des actions de proximité, mais avec la possibilité de soutenir la coordination de projets à vocation régionale, interdépartementale, et départementale.

L'État s'engage ainsi pour une durée de trois ans, dans la mesure des crédits disponibles.

L'association employeur s'engage à assurer durablement le financement du complément nécessaire, avec, le cas échéant, les cofinancements de tiers (collectivités territoriales notamment). La structure associative bénéficiaire doit être incitée à la recherche des financements qui se substitueront à la subvention au terme de la durée de l'aide. Dans ce cadre, la subvention versée par l'intermédiaire du Fonjep doit permettre un effet levier puisque l'engagement ainsi marqué de l'État facilite pour les associations la recherche et la mobilisation de cofinancements.

En vertu de l'article 15 du décret-loi du 2 mai 1938 relatif au budget, il est interdit à toute association bénéficiaire d'une subvention versée par l'intermédiaire du Fonjep d'en employer tout ou partie en subventions à d'autres associations, sociétés, collectivités privées ou œuvres, sauf autorisation formelle du ministre, visée par le contrôleur des dépenses engagées. C'est la raison pour laquelle l'administration centrale signe des conventions tripartites avec des structures associatives nationales et locales lorsque ces dernières portent des missions de niveau national.

2.2. Les emplois susceptibles de bénéficier d'une subvention versée par l'intermédiaire du Fonjep

Les subventions d'appui au secteur associatif versées par l'intermédiaire du Fonjep, dénommées « postes Fonjep » contribuent à financer partiellement l'emploi d'un(e) salarié(e) permanent(e) qualifié(e).

À titre exceptionnel, il est possible de recruter un salarié en contrat à durée déterminée.

2.3. Le montant de la subvention versée par l'intermédiaire du Fonjep

En 2024, le montant annuel de cette subvention attribuée pour l'emploi d'une personne pendant l'ensemble de l'année est de 7 164 euros. L'association acquitte de son côté au Fonjep des frais de gestion dont le montant est fixé annuellement par le Fonjep³.

Une subvention représente une unité de compte qui dans certains cas peut être divisée par deux (demi-unité) ou doublée (double unité).

Le recours à une unité complète est réservé aux postes dont le temps de travail est supérieur à 50 %.

Le recours à la demi-unité est réservé aux postes à temps partiel inférieur ou égal à 50%.

Le recours au doublement de l'unité de compte est réservé aux postes à temps plein.

Le recours au doublement de l'unité de compte, en mobilisant la dotation du territoire pour compléter l'unité de subvention, peut être envisagé dans de nombreux cas : petites associations de proximité, associations dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville, les zones rurales ou en outre-mer, mise en place d'une expérimentation, etc.

2.4. La possibilité pour les associations de cumuler certaines aides

Il est possible d'attribuer à une association pour le même salarié au maximum deux postes Fonjep avec unité simple de deux dotations budgétaires différentes si le salarié est recruté à temps complet. Cette possibilité de cumul de deux postes Fonjep est valable pour toutes les dotations budgétaires, y compris pour les postes Fonjep du ministère de la Culture et du ministère des Affaires étrangères (gérés par l'Agence française de développement). Le service instructeur doit informer le service qui aurait déjà accordé un poste Fonjep d'un autre dispositif de l'attribution d'un nouveau poste Fonjep qui viendrait se cumuler avec le premier. Une collaboration pour le suivi du poste, son évaluation et son éventuel renouvellement est préconisée.

Une subvention versée par l'intermédiaire du Fonjep est destinée à soutenir un emploi qualifié et ne saurait être assimilée à « un emploi aidé » qui constitue une aide à l'individu tandis que la subvention versée par l'intermédiaire du Fonjep constitue une aide au projet associatif.

Une subvention versée par l'intermédiaire du Fonjep ne peut pas être cumulée avec un contrat de formation en alternance (contrat d'apprentissage, contrat de professionnalisation, etc.), ni un parcours emploi compétences, ni un poste d'adulte-relais, ni un emploi franc, ni une aide à l'embauche dans les petites et moyennes entreprises. Les travailleurs indépendants, les autoentrepreneurs et les intermittents du spectacle ne sont pas éligibles aux subventions Fonjep.

3. En 2024, ce montant est de 57 € pour une subvention d'une unité complète, de 28,50 € pour une demi-unité et de 114 € pour une unité double.

Cependant, rien ne s'oppose au cumul d'une subvention versée par l'intermédiaire du Fonjep avec les aides à l'emploi accordées par les collectivités territoriales (ex : emplois-tremplins, etc.). En revanche, le cumul avec les aides à l'emploi sportif de l'Agence nationale du sport dans le cadre des projets sportifs territoriaux n'est pas possible.

Les services doivent consulter le service numérique [Data.Subvention](#) pour connaître les différentes subventions qui ont déjà été attribuées à une association.

2.5. Le versement de l'aide aux associations

Le versement par le Fonjep de l'aide aux associations est trimestriel et réalisé par avance en début de trimestre (vers le 15 du 1^{er} mois du trimestre) sous réserve des conventions signées avec l'État et du versement des fonds au Fonjep.

2.6. Le contrôle de la réalité de l'emploi conditionne le versement de l'aide aux associations

La constatation de la réalité de l'emploi d'une personne est une condition impérative au versement trimestriel de la subvention.

Le Fonjep adresse, à partir de 2025, un courriel automatisé aux associations, avant le paiement de chaque trimestre, pour qu'elles confirment le nom du salarié présent sur le poste.

Il demande aux associations de remplir dans l'Extranet les chiffres clés de la fiche de paie de décembre de l'année N – 1.

Ponctuellement, il effectue des contrôles aléatoires et exige que les associations sélectionnées déposent dans l'Extranet la fiche de paie de décembre de l'année N – 1 (où le net fiscal cumulé est indiqué) ou à défaut la déclaration sociale nominative (DSN) correspondant à l'année N – 1.

Tout changement de situation du salarié (départ, maladie, congé maternité, etc.) peut entraîner des modifications sur le montant des subventions versées (une vacance sur le poste inférieure ou égale à 2 mois est tolérée). Aussi, le Fonjep peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements ou exiger le remboursement de la subvention s'il y a eu non-exécution ou modification de la convention sans accord préalable de l'administration.

2.7. Le cas particulier des associations transformées en société coopérative d'intérêt collectif (Scic), société coopérative et participative (Scop) ou en fondation

Conformément à la loi, dans l'hypothèse où une association transformée en société coopérative d'intérêt collectif (Scic), société coopérative et participative (Scop) ou en fondation aurait bénéficié d'une subvention versée par l'intermédiaire du Fonjep, il conviendra de supprimer immédiatement la subvention.

3. Les conditions à remplir pour pouvoir bénéficier de l'aide versée par l'intermédiaire du Fonjep

Il est nécessaire de se référer aux annexes 2 et 3 pour connaître les différents critères d'attribution en fonction des différents types de subvention Fonjep en complément des conditions suivantes.

3.1. Les conditions relatives aux associations bénéficiaires

Conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021, les associations s'engagent à respecter les principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain (CER).

Les associations sollicitant une subvention Fonjep doivent présenter des garanties de transparence financière et de fonctionnement démocratique. Elles ne doivent pas poursuivre des objectifs restreints aux intérêts de leurs membres et avoir une gestion désintéressée.

L'adhésion à une fédération ou à un réseau associatif n'est pas obligatoire.

Les associations bénéficiaires de subventions Fonjep s'engagent à concourir au développement de la professionnalisation du salarié (mobilisation du droit à la formation, etc.). Elles sont aussi incitées, si besoin, à se faire accompagner dans leur fonction d'employeur (recours à Guid'Asso – Dispositif local d'accompagnement [DLA], etc.).

Les établissements secondaires doivent être déclarés à l'Insee et dotés de compte bancaire séparé pour pouvoir bénéficier de subventions Fonjep.

3.2. Les conditions relatives aux missions exercées par le salarié

La subvention Fonjep ne doit pas avoir pour objectif de contribuer à la production de biens ou de services dans des conditions similaires à celles des entreprises commerciales exerçant la même activité, dans le même secteur (examen successif des critères du faisceau d'indices : le produit proposé par l'organisme, le public bénéficiaire, les prix qui sont pratiqués, et les opérations de communication réalisées – la publicité).

Dans ces conditions, lorsqu'il s'agit d'une association locale, conformément au paragraphe 19 du règlement (UE) 2023-2832 de la Commission du 13 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis octroyées à des entreprises fournissant des services

d'intérêt économique général, il sera considéré que la mesure aura un effet au plus marginal sur les échanges entre États membres et ne faussera donc pas ou ne menacera pas de fausser la concurrence au sein de l'Union.

À titre exceptionnel, l'attribution d'une subvention Fonjep est envisageable dans le cas où l'association locale tente de revitaliser ou de développer un territoire en utilisant le support d'une action économique concurrentielle dans une optique d'éducation populaire et/ou de développement de la cohésion sociale dans les quartiers prioritaires de la ville (QPV). Il conviendra d'apprécier si de telles mesures au cas par cas sont des aides d'État encadrées, soit par le règlement (UE) précité 2023-2382, soit par le règlement (UE) 2023-2831 du 13 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

Dans le cas d'associations dont le ressort territorial dépasse le territoire local, il conviendra d'apprécier si de telles mesures au cas par cas sont des aides d'État encadrées, soit par le règlement (UE) précité 2023-2382, soit par le règlement (UE) 2023-2831 du 13 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis. À titre d'exemple, ne sera pas considérée comme une aide d'État la subvention attribuée à une tête de réseau associative pour lui permettre d'animer son réseau, d'assurer un appui opérationnel aux associations locales, d'effectuer un accompagnement personnalisé à certaines structures du réseau et de piloter des projets communs au réseau. Les associations membres du réseau ne seront par ailleurs pas considérées comme des « entreprises liées » au sens des règlements (UE) 2023-2831 et 2023-2832 précités.

Conformément à ces deux règlements (UE), les États membres doivent fournir des informations complètes sur les aides de minimis octroyées dans un registre central au niveau national ou au niveau de l'Union, à partir du 1^{er} janvier 2026 au plus tard, et vérifier que tout nouvel octroi d'aide n'excède pas le plafond fixé par le présent règlement.

L'administration répertoriera les aides de minimis au sens de l'un ou de l'autre règlement (UE) 2023-2831 et 2023-2832 précité pour verser ses informations au registre central prévu à cet effet et devra se servir de ce dernier pour vérifier l'atteinte des plafonds de ces règlements.

Les modalités de mise en œuvre du registre central, applicable à partir du 1^{er} janvier 2026, feront ultérieurement l'objet d'un complément d'information.

3.3. Les conditions relatives aux salariés recrutés par les associations

L'association, dans le choix de la personne employée, doit veiller à l'adéquation entre la qualification du salarié et le profil du poste. La qualification peut être fondée sur la possession d'un diplôme ou sur une expérience correspondant au niveau de responsabilité souhaité. L'octroi ou la prolongation d'une aide versée par l'intermédiaire du Fonjep doit être destiné à soutenir un emploi dont la rémunération s'inscrit dans le cadre des conventions collectives du secteur de référence.